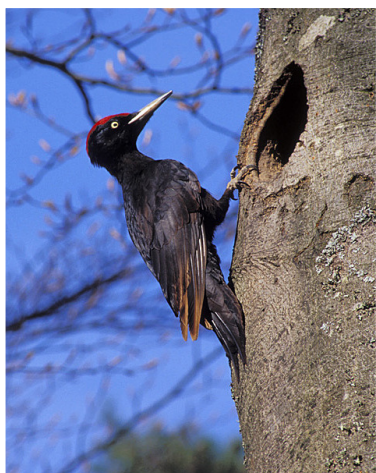


# ZPS Forêts, étangs et rochers du Pays de Bitché

DOCUMENT D'OBJECTIFS



## *Plan d'actions*

---



# *partie* **4**

---

## 4. PLAN D' ACTIONS

### 4.1. Préambule

#### 4.1.1. Positionnement du document d'objectifs dans les programmes en cours

Le document d'objectifs est un outil permettant :

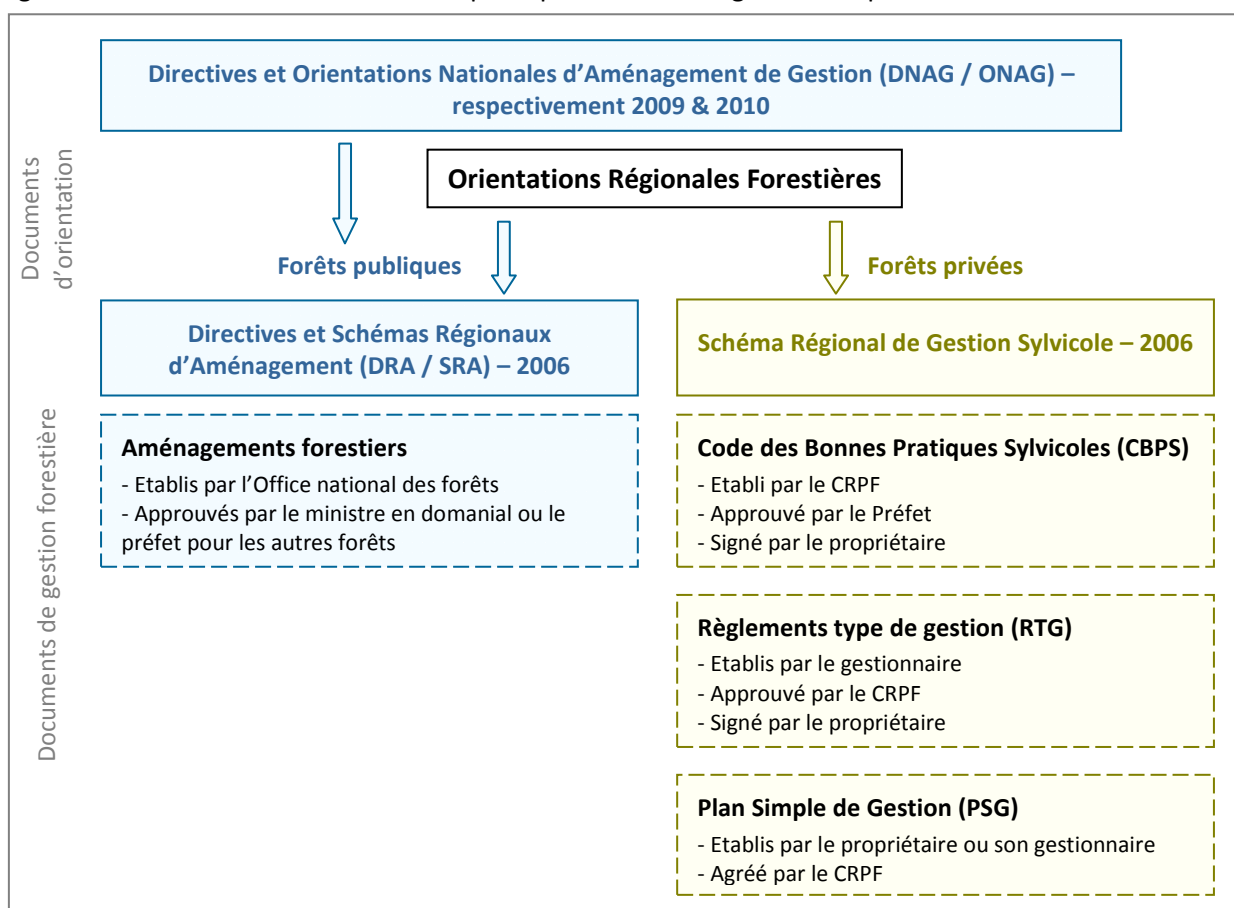
- d'établir un état des lieux détaillé et concerté des problématiques du territoire, celui-ci pouvant orienter l'action d'autres politiques locales et faciliter l'évaluation de l'impact environnemental des projets,
- de mener un travail d'animation et d'information incontournable sur le terrain garant de la cohérence des différentes interventions sur le territoire,
- la contractualisation pour mettre en place des opérations de restauration/gestion favorables au maintien des habitats et des espèces.

Le document d'objectifs et les mesures contractuelles qu'il propose n'ont pas pour vocation à se substituer à d'autres dynamiques en cours sur les mêmes thématiques, mais plutôt à compléter le panel d'outils déjà existants.

#### 4.1.1.1. Domaine de la gestion forestière

##### ❖ DOCUMENT DE GESTION FORESTIERE

La politique mise en place par le Ministère en charge de l'agriculture et de la forêt reste le pivot de la gestion forestière. L'articulation de la politique forestière régionale est présentée ci-dessous.



En forêts publiques, la prise de compte de la politique Natura 2000 dans la gestion forestière à travers le document d'aménagement, est cadrée par la circulaire DGPAAT/SDFB/C2009-3038 du 7 avril 2009, synthétisée dans le tableau ci-dessous.

L'**aménagement forestier** est le document cadre de la gestion durable des forêts soumises. s'appuie sur la consolidation des aménagements passés. Il en actualise les orientations stratégiques (poids relatif donné à la production, l'environnement, l'accueil du public), les choix techniques (essences, type de peuplement, mode de renouvellement...) qui vont façonner la forêt et se traduit par un programme pluriannuel d'action.

Tableau 21. Procédure d'intégration des enjeux Natura 2000 dans les documents d'aménagements forestiers.

Caractéristique de la forêt soumise	Procédure Natura 2000	Analyse de la compatibilité de l'aménagement avec le docob	Intégration des enjeux Natura 2000 dans l'aménagement forestier
AMENAGEMENTS FORESTIERS EN VIGUEUR			
Forêts > 100 ha	Site doté d'un docob	Avant le 1 <sup>er</sup> octobre 2011	Si nécessaire au vu de l'analyse, révision/modification avant le 1 <sup>er</sup> octobre 2011
	Site non doté d'un docob	Dans l'année suivant l'approbation du docob	Si nécessaire au vu de l'analyse, révision/modification dans les 3 ans suivants l'approbation du docob
Forêts < 100 ha	Site doté ou non d'un docob	-	Lors de la révision de l'aménagement
AMENAGEMENTS EN REVISION			
Surface indifférente	Site doté ou non d'un docob	-	Dès la rédaction de l'aménagement forestier

Si l'aménagement en vigueur (forêt de plus de 100 ha) n'apparaît pas compatible avec les enjeux Natura 2000, une mise en cohérence pourra être réalisée par un modificatif simplifiée d'aménagement, portant sur le programme d'actions (programmation des coupes et travaux, règles de culture particulières), et au besoin sur le choix des essences objectifs.

En forêts privées, 3 documents de gestion forestière se distinguent :

- **Code des bonnes pratiques sylvicoles (CBPS).** Document régional correspondant à un code de bonnes pratiques pour les propriétés de moins de 25 ha d'un seul tenant, établi par le CRPF et approuvé par le préfet de région. Durée de 10 ans.
- **Règlement type de gestion (RTG).** Garantie de gestion durable pour les propriétés de moins de 25 ha d'un seul tenant, élaborée par un gestionnaire (coopérative, expert forestier ou ONF) et agréée par le CRPF. Durée de 10 ans ;
- **Plan simple de gestion (PSG).** Document obligatoire pour les forêts d'une superficie supérieure ou égale à 25 hectares d'un seul tenant. Il peut néanmoins être réalisé volontairement pour les propriétés de 10 à 25 ha situés sur la même commune ou à proximité. Le plan simple de gestion fixe notamment les orientations sylvicoles choisies par le propriétaire, ainsi que le programme des coupes et des travaux à réaliser pendant sa durée d'application. Cette durée est librement définie par le propriétaire entre 10 et 20 ans. Il est établi par le propriétaire ou son gestionnaire et agréé par le CRPF ;

Suite à la signature d'un contrat ou de la charte Natura 2000, les PSG doivent être mis en cohérence avec les orientations du document d'objectifs, si tel n'est pas le cas.

#### ❖ INVESTISSEMENT A CARACTERE ENVIRONNEMENTAL

Au niveau des aides à l'investissement forestier, les dispositifs mis en place par le Ministère en charge de l'agriculture en faveur de la production forestière et en faveur des investissements à caractère protecteur, environnemental et social ont vocation à s'appliquer dans le site Natura 2000 comme en dehors, sous réserve de compatibilité avec les orientations du document d'objectifs.

A noter cependant que le dispositif concernant les investissements et actions à caractère protecteur, environnemental et social, mis en place par une circulaire du Ministère en charge de l'agriculture du 7 mai 2001, n'a pour le moment pas été décliné en Lorraine.

Les **contrats Natura 2000 forestiers** viendront de manière complémentaire aider les propriétaires forestiers à mettre en œuvre des actions spécifiques en faveur de la biodiversité et tout particulièrement en faveur des habitats et espèces visés par les Directives « Habitats » et « Oiseaux ».

#### 4.1.1.2. Domaine de la gestion des cours d'eau

Dans le domaine de la gestion des cours d'eau, les outils et les financements développés au travers des programmes d'entretien des communautés de communes doivent demeurer les pivots de la gestion/ restauration des rivières. Dans le cadre du présent site Natura 2000, le SAGE Moder, en cours d'élaboration est l'outil principal permettant de réaliser les grands travaux de restauration. Les contrats Natura 2000 ni agricoles ni forestiers permettent quant à eux de compléter le dispositif en permettant :

- le financement de travaux chez des propriétaires privés par le biais d'un contrat,
- d'intégrer des obligations de gestion/entretien des ouvrages après travaux par le bénéficiaire,
- de répondre avec souplesse à des petits travaux hydrauliques en tête de bassin versant (réaménagement d'une buse, suppression d'un seuil) et notamment en forêt domaniale.

***RAPPEL :** Aucune mesure de gestion contractuelle ou non contractuelle, relative aux milieux aquatiques ne sera menée dans le cadre de ce document d'objectifs. L'ensemble des cours d'eau et zones humides d'importance étant intégré à la Zone Spéciale de Conservation « Cours d'eau, tourbières, rochers et forêts des Vosges du Nord et souterrains de Ramstein », faisant l'objet d'un document d'objectifs validé en octobre 2006 (programme d'actions incluant des mesures de gestion spécifiques).*

En revanche, en vue d'intégrer la dimension « bassin versant » et de répondre à la conservation du Martin Pêcheur d'Europe, des objectifs de préservation des cours d'eau et zones humides sont identifiés et intégrés (1) dans la charte sous forme de recommandations et d'engagements et (2) dans les contrats Natura 2000 par le biais des bonnes pratiques.

#### 4.1.1.3. Domaine agricole

Des considérations environnementales ont été intégrées dans la Politique Agricole Commune (PAC). Le non-respect de l'écoconditionnalité (ensemble de exigences dans les domaines de l'environnement, de la santé publique, animale et végétale, du bien-être des animaux) implique la sanction des exploitations (réduction partielle ou totale de l'aide directe).

Les **mesures agro-environnementales territorialisées** (MAEt), correspondants aux contrats Natura 2000 sur les espaces agricoles, constituent un outil fondamental dans la préservation des espèces

d'intérêt communautaire et de leur habitat puisqu'elles soutiennent des pratiques agricoles particulières allant au-delà du niveau de base des bonnes pratiques agricoles.

#### **4.1.2. L'animation : un indispensable travail à long terme**

La sensibilisation des acteurs du site à la prise en compte des objectifs de la directive européenne « Oiseaux » est l'enjeu principal sur le site « Vosges du Nord ».

Les forêts du site sont des forêts productives, dont les propriétaires et gestionnaires ont de longue date voulu améliorer constamment la productivité, dans le cadre d'une gestion durable garantissant les potentialités de récolte pour l'avenir (fondement des aménagements forestiers en forêt publique).

Cette gestion forestière, axée sur la production, a progressivement intégré des enjeux environnementaux et ceux liés au paysage et à l'accueil du public, en visant à une gestion réellement multifonctionnelle des milieux forestiers du site.

En ce qui concerne les enjeux environnementaux, leur intégration a commencé par les enjeux liés à des espèces protégées (Faucon pèlerin notamment), et à des sites remarquables (Réserve Naturelle Nationale « Rochers et tourbières du Pays de Bitche s'appuyant notamment sur un réseau de Réserves biologiques, de Réserves naturelles volontaires et d'Arrêtés de protection de biotope). L'ONF a plus récemment étendu sa politique en faveur de la biodiversité, en intégrant plus largement ces enjeux environnementaux au niveau des milieux forestiers « ordinaires »

Les enjeux supplémentaires, liés à la mise en œuvre de la directive Oiseaux et qui concernent eux l'ensemble du territoire du site, doivent maintenant être intégrés dans tous les aspects de la gestion forestière, que ce soit au niveau des aménagements forestiers, des martelages ou des travaux forestiers.

L'animation démarrée dans le cadre de l'élaboration du document d'objectifs doit donc être poursuivie, notamment à destination des acteurs du territoire : élus, propriétaires forestiers (communes et propriétaires privés), gestionnaires, des exploitants agricoles et des habitants.

Il importe de maintenir la dynamique née de plusieurs années de concertation et de continuer à sensibiliser et mobiliser l'ensemble des partenaires dans la réflexion et l'action.

#### **4.2. La mise en œuvre du document d'objectifs**

Pour parvenir à garantir dans le site une gestion permettant de maintenir ou de rétablir dans un état de conservation favorable les habitats et les espèces d'intérêt communautaire présents dans le site, 5 types de mesures doivent être mises en œuvre en synergie :

- Une **charte Natura 2000** qui comporte un ensemble d'engagements auxquels adhère pour 5 ou 10 ans le propriétaire ou l'exploitant des terrains. L'adhésion à la charte permet de bénéficier d'une défiscalisation sur les parts communale et intercommunale de la Taxe sur le Foncier Non Bâti (TFNB) ;
- Des **mesures de gestion contractuelle** prévues dans le Plan de Développement Rural Hexagonal (PDRH). Deux types de mesures peuvent être distingués : les mesures agro-environnementales territorialisées (MAEt) sur les espaces agricoles, les contrats Natura 2000 sur les autres espaces ;
- Des actions ne s'intégrant pas à la charte, ni aux mesures de gestion contractuelle ;

- Des **études** et des **expertises** visant à orienter les actions, à mieux conseiller les acteurs du territoire grâce à des données précises et actualisées ;
- Le **financement de l'animation du site et du suivi des contrats**, absolument indispensable à la mise en oeuvre des objectifs du docob, au regard du cadrage contractuel.

#### **4.2.1. Les outils de la démarche Natura 2000**

##### **4.2.1.1. La charte Natura 2000**

###### **❖ DEFINITION**

La loi n°2005-157 du 23 février 2005, relative au Développement des territoires ruraux, instaure notamment la charte Natura 2000, annexée au document d'objectifs. Tous les titulaires de droits réels ou personnels portant sur les terrains inclus dans un site Natura 2000 peuvent y adhérer (article 143 de la loi DTR).

La circulaire administrative d'application du décret du 26 juillet 2006, concernant les modalités d'établissement de la charte Natura 2000 a été signée le 26 avril 2007.

La charte Natura 2000 relève d'une adhésion volontaire à la logique de développement durable poursuivie sur le site Natura 2000. Elle est constituée d'une liste d'engagements qui portent sur des pratiques de gestion courante, par les propriétaires et les exploitants, des terrains inclus dans le site ou sur des pratiques sportives ou de loisirs respectueuses des habitats naturels et des espèces.

###### **❖ ENGAGEMENTS**

La charte est un outil contractuel au service des objectifs de conservation poursuivis sur le site Natura 2000. Elle est constituée d'une liste d'engagements contrôlables rédigés de manière simple et précise.

La charte inclut :

- des **engagements contrôlables**. Ils sont mis en oeuvre dans des conditions et suivant des modalités qui ne nécessitent pas (et qui ne doivent pas nécessiter) le versement d'une contrepartie financière. On distingue :
  - des engagements de portée générale ;
  - des engagements par grands types de milieux ;
- des **recommandations**. Elles visent la sensibilisation aux enjeux de conservation du site Natura 2000 mais ne peuvent donner lieu à la suspension de l'adhésion à la charte.

**NB :** La signature d'une charte Natura 2000 ouvre droit à des exonérations fiscales – taxe sur le foncier non bâti (TFNB), droits de mutation à titre gratuit) et permet d'accéder à une garantie de gestion durable des forêts.

###### **❖ CONDITIONS GENERALES D'APPLICATION**

- **Terrain inclus dans un site Natura 2000** doté d'un docob opérationnel. Engagement à l'échelle cadastrale ;
- Souscription par les **titulaires de droits réels ou personnels** ; si une parcelle est concernée par un bail rural, la charte Natura 2000 doit être cosignée par le propriétaire et le locataire ;
- **Durée : 5 ou 10 ans** ;

- Montage de la charte Natura 2000 en lien avec l'animateur du site Natura 2000.

**NB :** L'adhésion à cette charte ne fait pas obstacle à la signature d'un contrat Nature 2000.

#### ❖ MODALITES DE CONTROLE

La Direction Départementale des Territoires (DDT), pour le compte du préfet, s'assure du respect des engagements souscrits dans le cadre de la charte.

La réalisation d'un **contrôle sur place** donne lieu à avis préalable auprès de l'adhérent.

Le contrôle porte sur :

- la cohérence entre les éléments indiqués dans la déclaration d'adhésion à la charte et la réalité ;
- le respect des engagements. Il s'agit de contrôler que l'adhérent a respecté les engagements souscrits et non d'évaluer l'état de conservation des habitats et des espèces.

#### ❖ IRREGULARITES ET SANCTIONS

L'opposition à un contrôle ou la non-conformité à l'un des engagements souscrits peut conduire à la suspension de l'adhésion. L'administration fiscale et les services gestionnaires des aides publiques, auxquelles donne droit l'adhésion à la charte, sont informés.

### 4.2.1.2. Les contrats Natura 2000

#### ❖ DEFINITION

Code de l'Environnement – Article L414-3

« Pour l'application du document d'objectifs, les titulaires de droits réels et personnels portant sur les terrains inclus dans le site ainsi que les professionnels et utilisateurs des espaces marins situés dans le site peuvent conclure avec l'autorité administrative des contrats, dénommés "contrats Natura 2000". Les contrats Natura 2000 conclus par les exploitants agricoles peuvent prendre la forme de contrats portant sur des engagements agro-environnementaux<sup>2</sup>. »

Le contrat Natura 2000 comporte un ensemble d'engagements conformes aux orientations et aux mesures définies par le document d'objectifs, portant sur la conservation et, le cas échéant, le rétablissement des habitats naturels et des espèces qui ont justifié la création du site Natura 2000. Il définit la nature et les modalités des aides de l'Etat et les prestations à fournir en contrepartie par le bénéficiaire. En cas d'inexécution des engagements souscrits, les aides de l'Etat font l'objet d'un remboursement selon des modalités fixées par décret. »

Le contenu et les conditions de la contractualisation sont encadrés par :

- la circulaire du Ministère en charge de l'environnement en date du 21 novembre 2007 relative à la gestion des sites Natura 2000. Cette circulaire complète et actualise la circulaire du 24 décembre 2004 ;
- la circulaire du 30 juillet 2010 : Additif – Rectificatif à la circulaire du 21 novembre 2007 ;
- la circulaire du 16 novembre 2010 : Additif – Rectificatif à la circulaire du 21 novembre 2007 ;

<sup>2</sup> Les contrats Natura 2000 agricoles prennent la forme de mesures agro-environnementales territorialisées.

- l'arrêté régional du 27 mars 2006 relatif aux conditions de financement des contrats Natura 2000 forestiers.

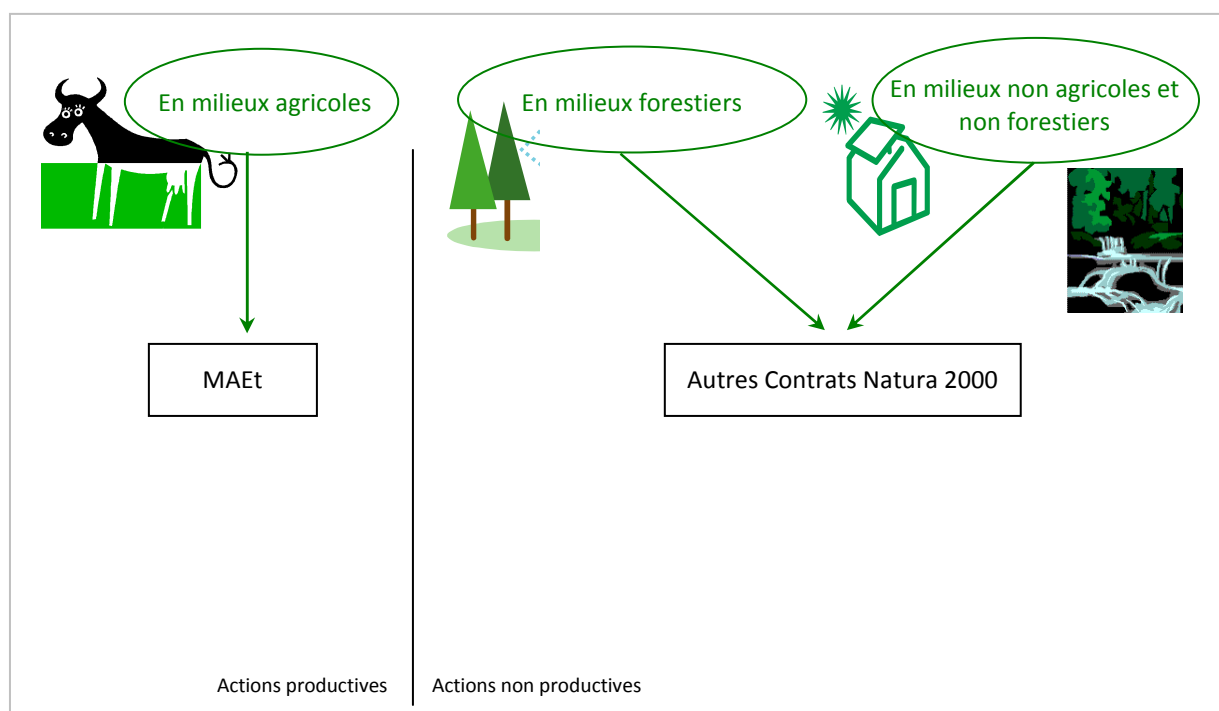


Figure 53. Mesures de gestion contractuelle sur les sites Natura 2000.

#### ❖ ENGAGEMENTS

Le contrat Natura 2000 présente deux types d'engagement :

- **Engagements correspondant aux bonnes pratiques, non rémunérés** : Il s'agit d'opérations essentielles pour garantir le maintien des espèces et des habitats d'intérêt communautaire dans un bon état de conservation ; ce sont des engagements qui ne donnent pas lieu à contrepartie financière (engagements non rémunérés) mais auxquels le propriétaire doit obligatoirement souscrire dans le cadre du contrat Natura 2000 ;
- **Engagements allant au-delà des bonnes pratiques, rémunérés** : Il s'agit de dispositions répondant à une problématique particulière, engendrant un coût supplémentaire ou un manque à gagner pour le propriétaire ; ce sont des engagements de type MAEt (Ministère de l'Agriculture, de l'Alimentation, de la Pêche, de la Ruralité et de l'Aménagement du Territoire) ou de type TFPNB (Ministère de l'Écologie, du Développement durable, des Transports et du Logement) qui sont financés par le MAE (Ministère de l'Agriculture, de l'Alimentation, de la Pêche, de la Ruralité et de l'Aménagement du Territoire) ou le TFPNB (Ministère de l'Écologie, du Développement durable, des Transports et du Logement) sur la base des montants établis conformément aux règles définies dans le cahier des charges qui accompagne le document d'objectifs.

**NB** : La signature d'un contrat Natura 2000 ouvre droit à une exonération de taxe foncière (TFNB).

#### ❖ CONDITIONS GÉNÉRALES D'APPLICATION

- **Terrain inclus dans un site Natura 2000** doté d'un docob opérationnel ;
- Souscription par les **titulaires de droits réels ou personnels** ;
- **Surfaces engagées non constitutives d'une exploitation agricole** (non inscrites au relevé parcellaire MSA ou déclarée à la PAC). Cependant, des cas particuliers clairement identifiés et présentés en annexe II de la circulaire du 21 novembre 2007, pourront déroger à cette



règle générale soit du fait de la logique non agricole des engagements proposés à la contractualisation, soit pour privilégier un cadre collectif à la contractualisation, par exemple dans le cadre d'un programme défini à l'échelle d'un bassin versant ;

- Durée : **5 ans**, à l'exception du contrat Natura 2000 Forestier F22712 « Dispositif favorisant le développement de bois sénescents » pour lequel la durée d'engagement est de 30 ans ;
- Début des travaux : dans les 2 premières années du contrat ;
- Montage du contrat Natura 2000 en lien avec le SYCOPARC, animateur du site Natura 2000 ;

#### ❖ CONDITIONS PARTICULIERES DES CONTRATS FORESTIERS

##### **a) Cas des forêts relevant du régime forestier**

Les propriétaires ou gestionnaires des bois, forêts et terrains à boiser relevant du régime forestier ne peuvent prétendre à la signature d'un contrat Natura 2000 que si ces bois, forêts et terrains à boiser sont dotés d'un document de gestion satisfaisant aux exigences du code forestier.

Lorsque le document d'aménagement ne prend pas en compte le document d'objectifs, un contrat Natura 2000 peut néanmoins être envisagé à condition que l'Office National des Forêts, la collectivité ou le propriétaire s'engage par écrit à faire approuver dans un délai de 3 ans suivant la signature du contrat Natura 2000, les modifications nécessaires rendant compatible le document d'aménagement avec le docob.

##### **b) Cas des autres forêts**

Pour les propriétaires forestiers dont les forêts doivent être dotées d'un plan simple de gestion (PSG) au titre du I. de l'article L. 6 du code forestier, le bénéfice d'un contrat Natura 2000 ne peut être envisagé qu'à la condition qu'un tel plan, agréé par le centre régional de la propriété forestière, soit en vigueur. Aucun contrat Natura 2000 ne peut concerner une propriété placée sous un régime spécial d'autorisation administrative.

Toutefois, par dérogation, un contrat Natura 2000 peut être signé en l'absence du PSG :

- pour ne pas retarder des projets collectifs ;
- pour ne pas bloquer des travaux urgents lorsque le PSG est en cours de renouvellement.

Lorsque le PSG n'est pas compatible avec les documents d'objectifs, un contrat Natura 2000 peut néanmoins être envisagé à la condition que le propriétaire des forêts concernées s'engage par écrit à déposer au Centre Régional de la Propriété Forestière (CRPF), dans un délai de trois ans suivant la signature du contrat Natura 2000, une modification du PSG intégrant les objectifs de gestion et de conservation du site Natura 2000. Cette disposition s'applique y compris lorsque le PSG est volontaire.

Si la forêt ne doit pas faire l'objet de la rédaction d'un PSG et qu'elle n'est pas dotée d'un tel document, des contrats Natura 2000 peuvent être signés sans condition. Cependant, la priorité sera donnée pour la signature d'un contrat Natura 2000 aux forêts dotées d'un document de gestion arrêté, agréé ou approuvé.

#### ❖ MODALITES DE CONTROLE

##### **a) Contrôle administratif**

Lors de l’instruction et de la liquidation, un contrôle administratif de 100 % des dossiers est effectué par le service instructeur, la Direction Départementale des Territoires (DDT). Ce contrôle a pour objet la vérification formelle de l’éligibilité et de la conformité de la demande.

### **b) Contrôle sur place**

Par la Direction Départementale des Territoires (DDT), service instructeur

Le service instructeur peut réaliser une visite sur place avant paiement final pour vérifier la réalité des travaux et la concordance entre le programmé et le réalisé. Cette visite est à distinguer du contrôle sur place réalisé par le ASP (Agence de Services et de Paiement) décrit ci-après. Cette visite est obligatoire pour **toute demande de paiement d’un montant supérieur à 5 000 €**.

Par l’Agence des Services et de Paiement (ASP), organisme payeur agréé

La population contrôlable est constituée des bénéficiaires de l'année n-1 devant recevoir à terme au moins un paiement et dont le montant des sommes déjà versées est supérieur ou égal à 70 % du montant de la subvention. Un bénéficiaire est contrôlable tant que la subvention n'a pas été liquidée.

Le contrôle ASP avant paiement final a pour objet de vérifier la réalité de la dépense par le bénéficiaire, la conformité entre la dépense et la demande initiale, le respect des règles d’appels d’offres publics.

Cas particulier des aides sur barèmes dans les contrats forestiers : dans le cas d’une aide sur barème, le contrôle sur place s’attache essentiellement à vérifier la réalité et la conformité des travaux avec le cahier des charges et ne vérifie pas la réalité ou la conformité des dépenses.

### **c) Contrôle ex-post**

Les contrôles ex-post s’appliquent à des contrats soldés, pour lesquels la date de décision juridique d’octroi de l’aide est inférieure à 5 ans.

Les contrôles ex-post visent à :

- veiller à ce que l’opération d’investissement ne connaisse pas de modification importante durant les cinq années qui suivent la décision juridique d’attribution de l’aide ;
- vérifier la réalité et la finalité des paiements (sauf pour les aides sur barème) ;
- réaliser les contrôles croisés pour vérifier qu’un même investissement n’a pas été financé de façon irrégulière par différentes sources nationales ou communautaires.

### **❖ IRREGULARITES ET SANCTIONS**

Lorsque le titulaire d’un contrat Natura 2000 s’oppose à un contrôle, lorsqu’il ne se conforme pas à l’un des engagements souscrits (rémunérés comme non rémunérés) ou s’il fait une fausse déclaration, l’attribution des aides est suspendue, réduite ou supprimée, le contrat Natura 2000 peut être résilié.

#### **4.2.1.3. Les mesures agro-environnementales territorialisées (MAEt) ou Contrats Natura 2000 agricoles**

##### **❖ DEFINITION**

Les mesures agro-environnementales territorialisées (MAET) s’inscrivent dans le dispositif de développement rural pour la période 2007-2013. Ces mesures, cofinancées par l'Etat et l'Europe, permettent de rémunérer les agriculteurs qui s'engagent à respecter certaines pratiques.

Ciblées en priorité sur les sites Natura 2000, elles deviennent un outil privilégié de gestion des habitats et espèces d'intérêt communautaire sur les espaces agricoles.

Le dispositif des MAEt est cadré par :

- le Plan de Développement Rural Hexagonal du 20 juin 2007 ;
- une circulaire annuelle (circulaire en vigueur datant du 7 juin 2010).

A noter que les MAEt ne s'appliquent pas uniquement sur les sites Natura 2000.

#### ❖ ENGAGEMENTS

Le bénéficiaire de MAEt doit respecter :

- le cahier des charges des mesures ;
- la conditionnalité – réglementaire et bonnes conditions agricoles et environnementales (BCAE) – ;
- les exigences complémentaires de la conditionnalité liées à la contractualisation d'une MAEt concernant les pratiques de fertilisation et l'utilisation des produits phytopharmaceutiques.

#### ❖ CONDITIONS GENERALES D'APPLICATION

Afin d'être contractualisables, les MAEt identifiées dans ce docob doivent être intégrées à un projet agro-environnemental, validé par le préfet, après passage en Commission régionale agro-environnementale (CRAE). Un projet agro-environnemental précise :

- le territoire d'application, éventuellement plus étendu que le périmètre du site Natura 2000,
- les enjeux et objectifs environnementaux identifiés sur le territoire,
- le cahier des charges de la ou des mesures agro-environnementales,
- la structure opératrice,
- l'évaluation financière du projet.

Conditions d'éligibilité :

- **Terrain inclus dans un site Natura 2000 et déclaré à la PAC ;**
- Demandeur âgé de **plus de 18** et de **moins de 60 ans** ;
- Être **à jour de ses redevances environnementales** (irrigation et élevage) ;
- **Demande d'engagement en MAEt** joint à la déclaration de surface PAC. Date limite de dépôt du dossier : **15 mai de l'année**.

#### ❖ MODALITES DE CONTROLE

##### a) Contrôle administratif

Chaque année, le dossier fait l'objet d'un contrôle administratif, sur la base de (1) la demande d'engagements agro-environnementaux – renseignée la première année ou année n du contrat –, (2) la déclaration annuelle de respect des engagements (DARE) – renseignée les années n + 1 à n + 4 –, (3) la déclaration de surfaces – renseignée annuellement – et d'autres éléments dont dispose la Direction Départementale des Territoires (DDT).

##### b) Contrôle sur place

Des contrôles sur place sont effectués chaque année par l'ASP conformément à la réglementation en vigueur.

Ils visent à vérifier la cohérence entre les informations contenues dans les formulaires renseignés (cf. paragraphe ci-dessus) et la réalité.

#### ❖ IRREGULARITES ET SANCTIONS

Toute anomalie constatée peut entraîner des sanctions financières pouvant aller jusqu'à la rupture du ou des engagements et le remboursement des sommes perçues au titre de la ou des mesures concernées, assorties des intérêts au taux légal.

Le régime de sanction est adapté en fonction :

- du caractère définitif ou réversible de l'anomalie. Une anomalie est dite réversible lorsque ses conséquences sont limitées à l'année du manquement (ex : absence du cahier de fertilisation). Une anomalie est dite définitive lorsque ses conséquences dépassent la seule année du manquement (ex : labour d'une prairie permanente engagée en MAEt) ;
- aux obligations dites « à seuil » (ex : fertilisation minérale azotée limitée à 60 U par hectare et par an...). En cas de non-respect d'une obligation à seuil du cahier des charges, la sanction est proportionnelle au niveau de dépassement du seuil autorisé ;
- à l'importance des diverses obligations du cahier des charges de la mesure. Les exigences du cahier des charges se caractérisent par une importance principale ou secondaire.

La notice départementale spécifique de chaque MAE précise, pour chaque obligation du cahier des charges, si son manquement est réversible ou définitif, si son importance est principale ou secondaire, et s'il s'agit d'une obligation à seuil ou non.

#### 4.2.1.4. L'exonération de la taxe sur le foncier non bâti (TFNB)

L'exonération de la taxe sur le foncier non bâti (parts communale et intercommunale) est applicable lorsque le site Natura 2000 est doté :

- d'un docob opérationnel, validé par le préfet (arrêté préfectoral) ;
- d'un arrêté ministériel de désignation en Zone de Protection Spéciale ou en Zone Spéciale de Conservation.

Afin de bénéficier d'un octroi de taxe foncière sur la parcelle visée, le propriétaire doit avoir souscrit un engagement de gestion prenant la forme d'une charte ou d'une mesure de gestion contractuelle (contrat Natura 2000 ou MAEt) pour une durée minimale de cinq ans.

L'Etat compense chaque année, au bénéfice des communes et des Etablissements publics de coopération intercommunale (EPCI) à fiscalité propre, les pertes de recettes résultant de cette exonération fiscale.

#### 4.2.1.5. L'évaluation des incidences sur les sites Natura 2000

L'évaluation des incidences des projets susceptibles d'affecter les sites Natura 2000 est précisée dans les articles L414-4 à L414-7 du code de l'environnement.

Les documents de planification, programmes, projets et manifestations soumis à évaluation des incidences Natura 2000 seront définis par deux décrets :

- l'un relatif aux régimes d'encadrement existants incluant une liste nationale de catégories existantes soumises directement à évaluation des incidences Natura 2000, sur l'ensemble du territoire métropolitain (sauf catégories explicitement citées par le décret) – Décret n°2010-365 du 9 avril 2010.
- l'un relatif au régime propre à Natura 2000 – Décret en cours de rédaction.

#### **4.2.2. Le programme d'actions**

Le programme d'actions de la ZPS « Forêts, étangs et rochers du Pays de Bitche » a été élaboré en cohérence avec le document d'objectifs « Haute Moder », validé en 2006.

**RAPPEL :** Aucune mesure de gestion contractuelle ou non contractuelle, relative aux milieux aquatiques ne sera menée dans le cadre de ce document d'objectifs. L'ensemble des cours d'eau et zones humides d'importance étant intégré à la Zone Spéciale de Conservation « Cours d'eau, tourbières, rochers et forêts des Vosges du Nord et souterrains de Ramstein », faisant l'objet d'un document d'objectifs validé en octobre 2006 (programme d'actions incluant des mesures de gestion spécifiques).

En revanche, en vue d'intégrer la dimension « bassin versant » et de répondre à la conservation du Martin Pêcheur d'Europe, des objectifs de préservation des cours d'eau et zones humides sont identifiés et intégrés (1) dans la charte sous forme de recommandations et d'engagements et (2) dans les contrats Natura 2000 par le biais des bonnes pratiques.

Les actions du document d'objectifs se déclinent sous trois formes :

- la charte Natura 2000,
- les mesures de gestion contractuelle : les contrats Natura 2000 et les MAEt ;
- les autres actions correspondant à des mesures non intégrées dans la charte Natura 2000 et ne pouvant faire l'objet de contrats.

Dans le présent document, chaque action est codifiée selon sa nature, exception faite des engagements (E) et des recommandations (R) de la charte Natura 2000 :

- MF et MO : mesures de gestion des habitats relatives respectivement aux milieux forestiers et aux milieux ouverts ;
- SE : suivis écologiques ;
- FA : mesures de formation, d'accueil et de sensibilisation ;
- AD : procédures administratives et partenariales.

##### **4.2.2.1. La charte Natura 2000**

La charte est consultable en partie 6, paragraphe 1 du présent document.

Les engagements et les recommandations de la charte sont synthétisés dans les tableaux suivants.

Tableau 22. Engagements de la charte Natura 2000 sur la ZPS « Forêts, étangs et rochers du pays de Bitché ».

Code	Nature de l'engagement	Objectifs
PORTEE GENERALE		
E1	Autoriser l'accès aux parcelles engagées dans la charte	4. Améliorer la connaissance et le suivi [...]
E2	Proscrire le dépôt et le stockage de déchets	5. Développer les actions de formation, de sensibilisation et de communication
E3	Favoriser les espèces végétales locales	1.1. Diversifier les peuplements forestiers résineux 2.1. Maintenir l'intégrité des surfaces en herbes
E4	Limiter l'utilisation de produits agro-pharmaceutiques susceptibles de dégrader les habitats	1. Poursuivre et favoriser des pratiques sylvicoles favorables à la préservation des oiseaux d'intérêt communautaire 2. Limiter les apports d'intrants sur les espaces agricoles 3. Préserver les cours d'eau et les zones humides
E5	Gestion douce des cours d'eau et zones humides	3. Préserver les cours d'eau et les zones humides
E6	Favoriser la continuité, hydraulique, biologique et sédimentaire	3. Préserver les cours d'eau et les zones humides
MILIEUX FORESTIERS		
E7	Mettre en cohérence les documents de gestion forestiers	1. Accompagner la sylviculture vers des pratiques de gestion durable
E8	Favoriser la permanence du couvert forestier	1. Accompagner la sylviculture vers des pratiques de gestion durable
MILIEUX OUVERTS		
E9	Maintenir les éléments paysagers existants	2.3. Préserver les éléments fixes du paysage
E10	Maintenir les prairies et les mégaphorbiaies	2.1. Maintenir les surfaces en herbe 2.2. Limiter les apports d'intrants
ACTIVITES DE LOISIRS		
E11	Respecter la charte escalade 2008	5.3. Développer des actions de communication et de sensibilisation des usagers de la ZPS

Tableau 23. Recommandations de la charte Natura 2000 sur la ZPS « Forêts, étangs et rochers du pays de Bitche ».

Code	Nature de l'engagement	Objectifs
PORTEE GENERALE		
R1	Respecter les périodes de sensibilité de la faune, lors de la réalisation de travaux	1.4. Limiter la perturbation des espèces sensibles au dérangement
R2	Prévenir l'apparition et la prolifération d'espèces envahissantes	1.3. Protéger la diversité des conditions de micro-habitats, favorables au cantonnement, à la nidification et à l'alimentation des espèces d'oiseaux forestiers 3.3. Conserver les zones humides fonctionnelles sur les plans hydraulique et fonctionnel
R3	Proscrire l'agrainage en zones humides	3.3. Conserver les zones humides fonctionnelles sur les plans hydraulique et fonctionnel
MILIEUX FORESTIERS		
R4	Préservation des arbres biologiques dans les peuplements	1.3. Protéger la diversité des conditions de micro-habitats, favorables au cantonnement, à la nidification et à l'alimentation des espèces d'oiseaux forestiers
MILIEUX OUVERTS		
R5	Respecter les sols	-
R6	Limiter l'utilisation de molécules à forte rémanence dans les traitements parasitaires	2.2. Limiter les apports d'intrants 3.3. Conserver les zones humides fonctionnelles sur les plans hydraulique et fonctionnel
ACTIVITES DE LOISIRS		
R7	Information et concertation relatives aux projets de loisirs	5. Développer des actions de formation, de sensibilisation et de communication

#### 4.2.2.2. Les mesures de gestion contractuelles : contrats Natura 2000 et MAEt

Les paragraphes II et III de la partie 6 présente les cahiers des charges respectivement des contrats Natura 2000 et des MAEt.

Tableau 24. Contrats Natura 2000 et les MAEt sur la ZPS « Forêts, étangs et rochers du pays de Bitche ». Degré de priorité : \* faible, \*\* moyen, \*\*\* fort.

Code	Nature de la mesure	Type de mesure	Objectifs	Degré de priorité	Maître d'ouvrage	Coût prévisionnel	Financeurs	2 0 1 1	2 0 1 2	2 0 1 3	2 0 1 4	2 0 1 5	2 0 1 6
GESTION DES HABITATS – MF : milieux forestiers, MO : milieux ouverts													
MF1	Création d'îlots de sénescence	CN2000	1.2 / 1.3	***	Communes, ONF, Forêt privée	4 000 €/ha	MEEDDTL+ Europe	x	x	x	x	x	x
MF2	Travaux en faveur de la régénération naturelle d'essences autochtones	CN2000	1.1	**	Communes, ONF, Forêt privée	Sur devis	MEEDDTL+ Europe	x	x	x	x	x	x
MF3	Travaux de marquage ou d'abattage en faveur du Faucon pèlerin	CN2000	1.3	**	Communes, ONF, Forêt privée	Sur devis	MEEDDTL+ Europe		x	x			
MF4	Réduction de l'impact des dessertes forestières sur les espèces sensibles au dérangement	CN2000	1.4	*	Communes, ONF, Forêt privée	A définir	MEEDDTL+ Europe			x	x	x	x
MO1	Restauration de milieux ouverts par débroussaillage	CN2000	2.1	*	Collectivités, SYCOPARC, propriétaires privés	Sur devis	MEEDDTL+ Europe	x	x	x	x	x	x
MO2	Entretien de milieux ouverts par la fauche et le pâturage dans le cadre d'un projet de génie écologique	CN2000	2.1	*	Collectivités, SYCOPARC, propriétaires privés	Sur devis	MEEDDTL+ Europe	x	x	x	x	x	x
MO3*	Gestion extensive des prairies, limitation de la fertilisation azotée et du chargement	MAEt	2.1 / 2.2 / 3	***	Agriculteurs	212 €/ha	MAAPRAT + Europe + Collectivités ?	x					
MO4*	Gestion extensive des prairies, absence de fertilisation azotée et limitation du chargement	MAEt	2.1 / 2.2 / 3	***		261 €/ha	MAAPRAT + Europe + Collectivités ?	x					
MO5*	Fauche au 15 juin, absence de fertilisation azotée et limitation du	MAEt	2.1 / 2.2 / 3	***		321 €/ha	MAAPRAT + Europe + Collectivités ?	x					



Code	Nature de la mesure	Type de mesure	Objectifs	Degré de priorité	Maître d'ouvrage	Coût prévisionnel	Financeurs	2 0 1 1	2 0 1 2	2 0 1 3	2 0 1 4	2 0 1 5	2 0 1 6
------	---------------------	----------------	-----------	-------------------	------------------	-------------------	------------	------------------	------------------	------------------	------------------	------------------	------------------

chargement

FORMATION, ACCUEIL, PEDAGOGIE – FA													
FA1	Aménagements visant à informer les usagers	CN2000	5.2 / 5.3	***	Collectivités, SYCOPARC, ONF	A définir	MEEDDTL+ Europe	x	x	x	x	x	x

MEEDDTL : Ministère de l'écologie, de l'environnement, du développement durable, des transports et du logement.

MAAPRAT : Ministère de l'alimentation, de l'agriculture, de la pêche, de la ruralité et de l'aménagement du territoire.

#### 4.2.2.3. Les autres actions

Tableau 25. Actions non contractuelles envisagées sur la ZPS « Forêts, étangs et rochers du pays de Bitché ». Degré de priorité : \* faible, \*\* moyen, \*\*\* fort.

Code	Nature de la mesure	Type de mesure	Objectifs	Degré de priorité	Maître d'ouvrage	Coût prévisionnel	Financeurs	2 0 1 1	2 0 1 2	2 0 1 3	2 0 1 4	2 0 1 5	2 0 1 6
SUIVIS ECOLOGIQUES – SE													
SE1	Suivi des espèces de la directive "Oiseaux"	Etude	4.2	***	Animateur – LPO – SOS Faucon Pèlerin	4 000 €/an	DREAL	x	x	x	x	x	x
SE2	Caractérisation des prairies non intégrées au site « Haute Moder »	Animation	4.1	*	Animateur	Poste animation	DREAL – AERM	x	x				
SE3	Caractérisation de la qualité d'accueil des peuplements forestiers de la ZPS	Etude	4.1 / 4.2	**	Animateur	4 000 €	A définir					x	
SE4	Parcelle de démonstration (Hanau III – parc. 224)	Animation	4.1 / 4.2	***	Animateur – ENGREF	500 €	DREAL	x					
FORMATION, ACCUEIL, PEDAGOGIE – FA													
FA2	Formations à destination des gestionnaires forestiers	Animation	1 / 4.2.1 / 5.1	***	Animateur, ONF	2 000 €/an	A définir	x	x	x	x	x	x
FA3	Actions de sensibilisation à destination des agriculteurs	Animation	5.3	**	Animateur	4 000 €/2 ans	A définir	x	x				

Code	Nature de la mesure	Type de mesure	Objectifs	Degré de priorité	Maître d'ouvrage	Coût prévisionnel	Financeurs	2 0 1 1	2 0 1 2	2 0 1 3	2 0 1 4	2 0 1 5	2 0 1 6
FA4	Actions de sensibilisation à destination des élus, des scolaires, du grand public, des élus...	Animation	5.2 / 5.3	**	Animateur – autres structures ?	2 000 €/an	A définir	x	x	x	x	x	x
ADMINISTRATIF (certaines actions jouent un rôle direct sur la gestion des habitats, actions signalées par un double code) – AD													
AD1/ SE5**	Révision du périmètre de la ZPS - analyse des études ornithologiques	Animation	4.2.3	**	Animateur – DREAL	Poste animation	DREAL	x					x
AD2	Proposition d'ajustement du périmètre à l'échelle cadastrale et consultation	Animation	4.2.3	**	Animateur	Poste animation	DREAL	x	x				
AD3	Animation du projet agro-environnemental	Animation	2.1 / 2.2 / 3	***	Animateur	Poste animation	DREAL – ?						
AD4 / MF5	Animation des dispositifs Natura 2000 : charte et contrats	Animation	1 / 5	***	Animateur – CRPF – ONF	2 000 €/an	A définir	x	x	x	x	x	x
AD5	Suivi des études d'incidences	Animation	1 / 2 / 3	***	Animateur	Poste animation	DREAL	x	x	x	x	x	x
AD6 / MF6** *	Mise en cohérence des aménagements forestiers et PSG (suivi) – cf. fin tableau	Animation	1 / 5	***	Animateur – ONF	Poste animation	DREAL	x	x	x	x	x	x
AD7	Mise en cohérence des documents d'urbanisme (suivi des PLU)	Animation	1 / 2 / 3	***	Animateur – SYCOPARC	Poste animation	A définir	x	x	x	x	x	x
AD8	Articulation politique Natura 2000 / actions sur la Réserve Naturelle	Animation	4	**	Animateur	Poste animation	DREAL – AERM	x	x	x	x	x	x
AD9	Acquisition foncière des parcelles forestières privées enclavées en forêts publiques	Animation	1	*	Animateur – ONF	A définir	A définir	x	x	x	x	x	x
AD10	Réflexion sur la gestion cynégétique et expérimentation	Animation	1 / 2 / 3 / 4	**	Animateur – Gestionnaires forestiers	A définir	A définir	x	x	x	x	x	x

#### \*MO3 à MO5 – Mesures agro-environnementales territorialisées (MAEt)

Ces mesures sont intégrées dans un projet agro-environnemental (PAE) porté par le SYCOPARC et validé par la commission régionale agro-environnementale (CRAE). Elles sont proposées aux exploitants sur les années 2010-2011.

#### \*\*AD1 / SE5 – Révision du périmètre de la ZPS

En amont de l'évaluation du document d'objectifs, une synthèse des données écologiques et des inventaires complémentaires seront menées afin d'évaluer la pertinence de réviser le périmètre de la ZPS (intégration des peuplements les plus favorables aux oiseaux d'intérêt communautaire...).

#### \*\*\*AD6 / MF6 – Mise en cohérence des aménagements forestiers et des plans simples de gestion (suivi)

Cette action sous-tend :

- L'intégration des objectifs Natura 2000 à la gestion sylvicole des forêts publiques. Elle s'appuie sur la circulaire DGPAAT/SDFB/C2009-3038 du 7 avril 2009 (cf. 4.1.1.1. Domaine de la gestion forestière) ;
- La mise en cohérence des documents de gestion en forêts privées dans le cadre de la signature de la charte ou d'un contrat Natura 2000.

Permettent notamment de répondre aux objectifs du docob, les principes de gestion sylvicole ci-dessous :

- Ne plus planter d'essences allochtones ;
- Valoriser les essences feuillues au sein de peuplements de résineux ;
- Valoriser des essences secondaires autochtones ;
- Conserver un sous-étage de feuillus, également dans les parcelles de pins ;
- Augmenter la représentation du hêtre dans l'étage dominant en favorisant le mélange ;
- Recourir à la régénération naturelle ;
- Adopter le haut de la fourchette des diamètres d'exploitabilité, fixés en forêts publiques par les documents de cadrage de la politique forestière régionale (DRA-SRA) ;
- Favoriser un couvert permanent ;
- Maintenir des arbres à vocation biologique (arbres morts, arbres à cavités...) ;
- Désigner des îlots de vieillissement et de sénescence afin d'assurer un maillage de gros bois de feuillus ;
- Interdire l'agrainage en zones humides.

Certains de ces principes ne peuvent se décliner sous forme de charte et de contrats. Intégrés dans la gestion forestière, ils constituent des mesures de préservation et d'amélioration des milieux forestiers pour les des oiseaux d'intérêt communautaire.

**NB :** Ces principes sont pour partie intégrés à la convention cadre ONF-SYCOPARC, 2008-2012 pour une gestion forestière patrimoniale dans le Parc Naturel Régional des Vosges du Nord, Réserve de Biosphère.

#### 4.2.2.4. L'animation du document d'objectifs

L'animation du document d'objectifs est portée techniquement par la structure animatrice en lien étroit avec le comité de pilotage et les services de l'Etat en charge de la mise en œuvre de la politique Natura 2000 (DREAL et DDT).

La structure animatrice joue un rôle général d'information et de sensibilisation aux problématiques de conservation des habitats et espèces d'intérêt communautaire sur le site, et un rôle particulier dans l'adhésion à la charte, la mise en œuvre des mesures contractuelles et non contractuelles.

Coût prévisionnel : 50 000 €/an.